

TRAVAILLEURS, JEUNES, MILITANTS,

CONTRE L'IMPÉRIALISME FAUTEUR DE GUERRES

CONTRE LES CAPITALISTES FAILLIS ET LEURS GOUVERNEMENTS

POUR L'UNITÉ DU FRONT PROLETARIEN

POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER

POUR LE PARTI OUVRIER

POUR LES ETATS UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

Sur les chantiers, dans les usines, les bureaux, les écoles, les lycées, les C.E.T., les facultés, dans les localités, rassemblez-vous, éliez vos délégués, à raison de 1 pour 10 militants réunis, à la

CONFERENCE NATIONALE DES MILITANTS POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER

5-6 Février - PALAIS DES CONGRES

V E R S A I L L E S

Les 5 et 6 février 1972, au Palais des Congrès à Versailles, à l'appel de l'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) appuyée par l'Alliance Ouvrière et l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme, se réunira la Conférence Nationale des militants pour le Gouvernement Ouvrier.

Nous, militants, qui combattons pour que s'organisent dans un Parti révolutionnaire travailleurs et jeunes, qui avons décidé de nous grouper pour construire le parti de la révolution socialiste en France et appelons l'avant-garde des travailleurs et de la jeunesse à rejoindre notre combat afin d'en finir avec le capitalisme porteur de misère et de ruine, nous le disons: nous ne prétendons pas détenir une vérité révélée, un sésame qui permettrait à toutes les portes de s'ouvrir; nous n'avons pas de schémas préétablis, issus de notre tête, par lesquels nous voudrions faire passer l'action de la classe ouvrière. Nous savons, comme l'arme de la théorie permet de l'établir et comme l'expérience du combat de la classe ouvrière l'atteste depuis plus d'un siècle, que "l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes".

Mais c'est pourquoi, contre toutes les assertions mensongères et intéressées visant à redorer le blason de l'impérialisme pourrissant, - contre les théories fumeuses visant à faire croire que la classe ouvrière serait devenue incapable d'accomplir sa mission historique, que la lutte des classes serait dépassée et ne constituerait plus le moteur de l'histoire, nous en appelons au rassemblement, à l'organisation des militants, travailleurs et jeunes qui, pour la défense de la classe ouvrière et des couches exploitées, veulent combattre le capital et son Etat, substituer au gouvernement des capitalistes le gouvernement ouvrier, le gouvernement des organisations ouvrières unies, seul à même de préserver les masses contre l'offensive du capital et de l'Etat et d'ouvrir la voie à la révolution socialiste, pour le pouvoir organisé des travailleurs, l'Etat des conseils ouvriers.

Nous, militants de l'O.C.I., de l'A.O., de l'A.J.S., disons : si on ne supprime pas le capitalisme, si au désordre et à l'anarchie du capital ne se substitue pas l'ordre prolétarien, la dictature des ouvriers et des paysans, l'humanité dans son ensemble sera entraînée dans la barbarie.

Il est temps, plus que temps, de s'organiser.

"Le but de la bourgeoisie et de tous les gouvernements à son service comme le dit le rapport pour la Conférence nationale des militants pour le gouvernement ouvrier que nous présentons dans cette brochure, c'est de contraindre les travailleurs à accepter de faire les frais de la survie du capitalisme. Le but du Front unique, c'est l'unité de tous les travailleurs désireux de combattre contre le capitalisme, c'est l'unité des organisations qui les rassemblent et des dirigeants qui parlent en leur nom. C'est le combat que nous engageons dans les entreprises, les localités, les facultés et les écoles; c'est pour ce combat, pour réaliser l'unité du front prolétarien, que nous appelons travailleurs, militants et jeunes à organiser avec nous la Conférence nationale pour le gouvernement ouvrier."

Aux travailleurs, aux jeunes, aux militants, nous disons : avec vous, dans le cadre du libre jeu de la démocratie ouvrière et du des opinions, dans les usines, les bureaux, les localités, les écoles, il nous incombe de nous organiser, de nous rassembler et d'élire les délégués, à raison de un pour dix militants réunis, à la Conférence nationale pour le gouvernement ouvrier qui verra se dresser la force militante engageant le combat pour l'unité du front de classe, pour le parti ouvrier.

La brochure que nous soumettons à la discussion se compose de trois documents; premièrement, le rapport politique pour la Conférence nationale des 5 et 6 février 1972; deuxièmement, l'appel adopté lors de la réunion commune du Comité Central de l'Organisation Communiste Internationaliste, du Comité National de l'Alliance Ouvrière et du Comité National de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme les 9 et 10 octobre 1971 ; et enfin, la déclaration du Bureau Politique de l'O.C.I. du 20 août 1971 à la suite du discours de Nixon sur la crise monétaire et financière.

Élaborés sur une période de cinq mois en fonction des besoins et nécessités du combat politique de l'O.C.I., l'A.O. et l'A.J.S. pour le rassemblement de l'avant-garde combattant pour la révolution socialiste dans ce pays, ces textes présentent, par endroits un certain nombre de redites. Le lecteur pourra trouver que tel ou tel paragraphe avait déjà été exprimé dans l'un ou l'autre des trois textes présentés ; mais ces répétitions étaient inévitables si on voulait par la présentation de ces documents garder toute la dynamique de la pensée politique qui y a présidé et qui s'est précisée dans le cours même du combat de la classe ouvrière et de la jeunesse contre le gouvernement Pompidou-Chaban, dans le cours même de la lutte politique qu'engageaient dans la classe ouvrière, dès septembre 1971, l'O.C.I., l'A.O. et l'A.J.S. et dont la manifestation du 31 octobre à Paris comme le deuxième Congrès de l'A.J.S. furent des moments importants.

Si, malgré ces redites, il nous a paru nécessaire de republier dans leur entier les déclarations et appels, c'est que par-delà les inconvénients qu'entraînent de telles répétitions, une même ligne politique, une ligne de force s'impose à travers leur lecture: il s'agit aujourd'hui comme une tâche majeure, essentielle, de rassembler la force politique qui permettra d'ouvrir la voie au combat victorieux de la classe ouvrière pour la révolution socialiste; il s'agit, dans la lutte pour le rassemblement des militants qui veulent combattre pour le gouvernement ouvrier, le gouvernement des organisations ouvrières unies, que les militants ouvriers s'organisent car c'est l'absence d'un véritable Parti ouvrier qui n'a pas permis la victoire de la grève générale de mai-juin 1968.

Aux travailleurs, aux jeunes, aux militants, nous disons : Jugez par vous mêmes. La vie montre la justesse de ce que nous proposons.

Passés les premiers soupirs de satisfaction suite à l'entretien des Açores entre Nixon et Pompidou, passés les satisfecits des chantages moroses de l'impérialisme français, c'est la dure réalité, l'inflexibilité des lois du capital qui se manifeste. Comme le constatait Raymond Aron dans le "Figaro" (décembre 1971) : "Les journalistes qui se répandent en propos lyriques sur la "victoire" de la diplomatie française et sur la chute de Sa Majesté Dollar témoignent d'une naïveté nationaliste et affligeante." Derrières les fumées des déclarations lénifiantes, très vite ce sont les mots-clefs de "chômage", "rentabilisation", "rationalisation" qui sont réapparus. Ainsi que le disait la déclaration du Bureau Politique de l'O.C.I. du 20 août 1971 : "Les

hommes politiques de la bourgeoisie française savent que la seule issue qui leur reste consiste à faire payer les travailleurs, à leur interdire de revendiquer de meilleures conditions de vie et de travail, à les contraindre à accepter des conditions de travail aggravées.”

Le prolétariat et les masses laborieuses doivent se défendre contre l'offensive du capital et de son Etat. Nul militant fidèle à sa classe dans une telle situation ne saurait accepter de prendre à sa charge une politique qui se borne à protester, à envoyer lettres et pétitions, à déclencher des grèves tournantes sans lendemain et des manifestations sans suite, à interdire et bloquer de fait toute lutte sérieuse ainsi que le font les directions des grandes organisations ouvrières.

Comme l'ont fait les travailleurs de la R.A.T.P. en exigeant “les permanents à notre service”, “les syndicats à nous”, les militants, les travailleurs, les jeunes exigeront des dirigeants ouvriers que les organisations ouvrières servent à ce pour quoi elles ont été construites, ils exigeront un “gouvernement à nous”, un gouvernement sans patron, d'où seraient exclus les représentants des partis bourgeois.

C'est ce combat que nous, militants de l'O.C.I., de l'A.O. et de l'A.J.S., nous engageons en préparant la Conférence nationale des militants pour le gouvernement ouvrier; c'est pour ce combat que nous appelons dans les usines, sur les chantiers, dans les localités, les bureaux et écoles les militants et les jeunes. à s'organiser en élisant leurs délégués, en recueillant l'argent nécessaire à leur participation, les 5 et 6 février 1972, au Palais des Congrès à Versailles, à la Conférence nationale pour le gouvernement ouvrier.

RAPPORT POUR LA CONFERENCE NATIONALE DES 5 ET 6 FEVRIER

PALAIS DES CONGRES - VERSAILLES

Le capitalisme qui se survit paralyse et ruine les conquêtes économiques et sociales arrachées par le prolétariat, menace l'avenir de la culture et de la civilisation humaine.

C'est le droit au travail,

C'est le droit à la santé,

C'est le droit à un salaire et à une retraite décentes,

C'est le droit aux études qui sont contestés à des millions et des millions d'hommes, de femmes, aux jeunes générations.

Les militants de l'O.C.I. (pour la reconstruction de la IV^e Internationale), avec l'appui des militants organisés à l'Alliance Ouvrière et à l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme, ont convoqué pour les 5 et 6 février une Conférence Nationale pour le Gouvernement Ouvrier aux fins de répondre aux questions que chacun se pose :

Pourquoi lutter ? Pour quels objectifs ? Comment lutter ?

POUR LUTTER AVEC SUCCES, IL FAUT DEFINIR L'OBJECTIF POUR LEQUEL ON LUTTE

La réalité des problèmes posés devant les masses se définit comme suit : à l'époque de la domination du capital financier l'impérialisme, stade suprême du capitalisme - les besoins vitaux des masses sont inconciliables avec la survie de la société capitaliste. L'exploitation n'est pas le résultat de la mauvaise volonté des capitalistes, mais la conséquence inéluctable du système de la propriété privée des moyens de production. De là découle :

Le résultat final du mode de production capitaliste, c'est le chaos, le désordre politique, économique et financier qui ne peuvent être surmontés que par la révolution prolétarienne.

La bourgeoisie a fait son temps ; l'époque actuelle signifie la décomposition et la dislocation du système capitaliste fondé sur le régime de la propriété privée des moyens de production. La tâche du prolétariat est la conquête immédiate des pouvoirs publics. Cette conquête du pouvoir consiste dans la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, instrument de domination de la classe dominante et dans l'institution d'un nouvel Etat, fondé sur la démocratie ouvrière des conseils.

L'expérience de la lutte de classe internationale du prolétariat et l'enseignement de MARX, ENGELS, LÉNINE et TROTSKY vérifient tout à la fois que le socialisme ne saurait être instauré que par la révolution, et que, -si le pouvoir du capital n'est pas renversé, il est impossible de supprimer l'exploitation et l'oppression.

Si on ne supprime pas le capitalisme, la décomposition et la dislocation de tout le système capitaliste mondial se poursuivant, la culture et la civilisation sont menacées d'écroulement.

C'est pourquoi nous, militants, combattons pour que les travailleurs, militants, et jeunes se regroupent dans un Parti Révolutionnaire afin d'en finir avec le capitalisme et ses contradictions qui ne peuvent trouver, si la bourgeoisie continue à garder le pouvoir, de solution que sur la ligne de la décadence et de l'effondrement de l'humanité.

Les faiseurs de système prétendaient, il n'y a pas si longtemps, qu'il y avait quelque raison de supposer qu'après la période d'ébranlement économique, politique et social, engendrée par la Deuxième Guerre mondiale, était venue une nouvelle époque de rétablissement et d'expansion du capitalisme.

Les faits ont infligé le plus cinglant démenti aux charlatans de tous bords. La crise monétaire, expression des plus spectaculaires des contradictions du capitalisme, a réduit en miettes tous les fallacieux thèmes inventés au cours de ces dernières années pour endormir et tromper les masses laborieuses.

Il ne reste rien des constructions pseudo-scientifiques avec lesquelles la bourgeoisie et ses agents dans les organisations ouvrières cherchaient à démontrer, à l'aide d'un arsenal de prétendus arguments économiques, politiques ou philosophiques, que le capitalisme, à l'ère de l'impérialisme, aurait découvert la clé magique pour résoudre durablement sa crise de système.

Cependant, l'avant-garde ne saurait se borner à constater la faillite des théories fumeuses : néo-capitalisme ou capitalisme monopoliste d'Etat qui n'avaient que la fonction d'embellir la société bourgeoise. Aucun doute n'est permis : pour défendre la domination des exploiters contre les exploités, sur le terrain du mouvement tendant à la dislocation du régime de la propriété privée des moyens de production, les charlatans trouveront de nouvelles explications en vue de nier le droit du prolétariat à la révolution. Il les ont déjà trouvées en dressant contre la lutte des classes pour le pouvoir l'utopie réactionnaire du prétendu

socialisme auto-gestionnaire, version camouflée du corporatisme. Prémunir les travailleurs, la jeunesse et les militants contre les assertions mensongères suivant lesquelles, la classe ouvrière devenue incapable d'accomplir sa mission historique, la lutte de classes ne serait plus le moteur de l'histoire, telle est une des tâches majeures que s'assigne la Conférence Nationale pour le gouvernement ouvrier.

LA CRISE DU SYSTEME DE LA PROPRIETE PRIVEE DES MOYENS DE PRODUCTION

Nous assistons à un curieux spectacle. Il pourrait sembler que jamais hommes politiques, journalistes, économistes, n'aient écrit affirmé ou reconnu que les miracles économiques, miracles allemand, italien ou japonais, se succédant, s'enchevêtrant, avaient anéanti ou dépassé le marxisme. Chacun apportait sa pierre à ce bel édifice. Les économistes et idéologues de la bourgeoisie, les économistes du P.C.F. et MALLET-GORSE du P.S.U., MANDEL et J. RUEFF, de l'institut, tous les dirigeants de la C.F.D.T. en première ligne, et d'autres encore pronostiquaient un bel avenir aux forces productives mises en mouvement par ce qu'ils appelaient la troisième révolution industrielle et qui, continuant leur croissance, connaissaient selon eux un essor sans précédent.

Il a suffi d'un discours, le discours prononcé par NIXON, porte-parole de l'impérialisme américain, le 15 août 1971, pour que toutes les contradictions du système mondial du capitalisme, auparavant cachées dans ces "miraculeuses" vingt dernières années, se révèlent avec un éclat sans précédent.

Toutes les mesures prises depuis par le capital financier témoignent que le capitalisme n'a pas changé de nature.

Les lois du capital, établies par MARX il y a plus d'un siècle, l'analyse de LÉNINE sur l'impérialisme, le programme de Transition de la IV^e Internationale, élaboré en 1938, fournissent toujours au prolétariat révolutionnaire, sinon à tout homme de bonne foi, la seule méthode pour comprendre la marche de l'économie capitaliste.

L'impérialisme a tenté de surmonter les contradictions, inhérentes à son système, en utilisant l'économie d'armement. Après la courte période de reconstruction des économies dévastées par la Deuxième Guerre mondiale, à partir de 1950 (guerre de Corée), l'économie d'armement créa, pour les branches fondamentales de l'économie, un marché étendu. La fabrication de moyens de production se transforma en fabrication de moyens de destruction, servant de volant d'entraînement à tous les secteurs de production. C'est ainsi que l'économie d'armement devait constituer le fondement d'une prospérité qui était "garantie" par le frénétique gaspillage d'énormes forces productives. C'est là le processus même de la destruction que MARX signalait en 1845 quand il disait qu'à un certain stade de son développement, si le capitalisme n'est pas révolutionnairement aboli, les forces de production se transformeront en leur contraire, en forces de destruction.

L'économie d'armement soustrait au marché des produits non immédiatement "consommables", ébranle les mécanismes fondamentaux de la production et de la circulation des marchandises. L'économie d'armement qui est devenue le plus puissant facteur économique entraîne au plus gigantesque gaspillage du travail humain. Et c'est dans l'économie d'armement que les révisionnistes du marxisme en tous genres reconnaissent une nouvelle époque organique de développement capitaliste, assurant la croissance des forces productives ! Les marxistes, ceux qui refusent de juger le réel sur les apparences, ont établi que le secteur d'armement concentrant les moyens les plus modernes de la technique, on assiste à une liquidation des autres secteurs productifs (mines de fer, constructions navales, sidérurgie, etc.) confinant à un désinvestissement de fait, qui prend d'ailleurs sa dimension, tout son aspect tragique, en ce qui concerne les équipements dits collectifs (Education nationale, santé, routes, transports par fer, logements, etc.).

C'est le processus même de cette décadence des forces productives qui prend la forme d'un fabuleux enrichissement pour une minorité de capitalistes. L'économie d'armement dégage des capitaux qui, ne trouvant pas à s'investir dans les secteurs productifs, se transforment en capitaux spéculatifs. Le capital fictif s'enfle dans la mesure même où le capital productif est détruit. Le système de crédit, moyen de circulation des marchandises, se transforme en un moyen de mobilisation des ressources pour l'économie d'armement, y compris celles qui devront être créées par les générations futures (paiement des intérêts et remboursement des emprunts). L'état de dépendance dans lequel le papier-monnaie était placé par rapport au fondement matériel de la production est définitivement rompu. La dépréciation totale des billets de banque masque la crise générale qui affecte la circulation des produits dans le régime capitaliste. Tel est le contenu réel du "miracle" de l'économie d'armement. C'est ainsi que, au prix de la transformation des forces productives en forces destructives, on assiste à un accroissement sans précédent du capital fictif, à la spéculation effrénée, à une union toujours plus étendue des gouvernements bourgeois, agissant de concert, avec les monopoles.

Le capital financier fusionnant avec l'Etat militaro-policié assure le rôle régulateur et directeur de l'économie qui garantit le système du profit par la militarisation, de telle sorte que le capital ne peut plus remplir ses fonctions économiques essentielles que par le gaspillage effréné de l'économie d'armement.

Il a fallu, dans ces dernières années, une bonne dose de cynisme et de naïveté inconsciente ou intéressée, doublés d'une ignorance crasse pour écrire dans d'innombrables articles de presse, de pesants volumes, que le capitalisme ayant réussi à surmonter ses contradictions, tout danger de crise était écarté.

La crise financière, réaction contre la prospérité fictive, anéantit toutes ces fallacieuses assertions, sur une nouvelle époque de croissance organique du capital.

Le but de la bourgeoisie et de tous les gouvernements à son service c'est de contraindre les travailleurs à accepter de payer les frais de la survie du capitalisme. Le but du Front unique, c'est l'unité de tous les travailleurs désireux de combattre contre le

capitalisme, c'est l'unité des organisations qui les rassemblent et des dirigeants qui parlent en leur nom. C'est le combat que nous engageons dans les entreprises, les localités, les facultés, et les écoles ; c'est pour ce combat, pour réaliser l'unité du front prolétarien, que nous appelons travailleurs, militants et jeunes à organiser avec nous la Conférence Nationale pour le Gouvernement Ouvrier.

LA SUREXPLOITATION EST LA SEULE ISSUE POUR LE CAPITAL ET L'ÉTAT BOURGEOIS

C'est propager les plus mortelles illusions que de faire croire aux travailleurs, aux militants et à la jeunesse, qu'en renonçant à la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir, il sera possible d'obtenir le pouvoir économique et le droit pour les masses de s'administrer elles-mêmes.

Pour tenter de conjurer la crise économique menaçante, l'impérialisme cherchera à rétablir le marché mondial disloqué. Mais cette tentative a pour conditions absolues l'intensification de l'exploitation, l'insécurité dans le domaine de l'emploi et le chômage, les perspectives d'avenir bouché pour la jeunesse, la hausse des prix et l'inflation entraînant une nouvelle répartition du revenu national au détriment de la classe ouvrière, des fonctionnaires et employés, au détriment des couches les plus faibles de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes qui en relation avec la régression de l'économie rurale verra progresser l'exode des paysans vers la ville grossissant l'armée des chômeurs.

Pour le capital et son Etat, la résistance à l'impérialisme américain passe nécessairement par la mise en application de mesures qui toutes visent à ce que les travailleurs acceptent de limiter les revendications (contrats de progrès), afin de permettre aux prix français d'être concurrentiels sur les marchés internationaux. Pour "conforter" le franc, le capital et les gouvernements bourgeois diminueront encore plus les dépenses de l'Etat au détriment des masses : les budgets de la Sécurité Sociale, de la Santé, de l'Education Nationale rognés, la construction de logements freinée, la hausse des impôts, tels sont les plans du capital. Dans la guerre commerciale qui déjà fait rage entre les Etats, la bourgeoisie cherchera à relever son économie en diminuant les frais de production par l'exploitation accrue de la classe ouvrière.

Il faut le dire et le répéter. Il faut s'en convaincre :

Renoncer à la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir et, en même temps, préconiser une politique dite d'indépendance nationale, impliquent nécessairement que les travailleurs français et la jeunesse devraient accepter toutes les mesures que les gouvernements bourgeois seraient appelés à prendre pour défendre les intérêts de l'impérialisme français, face à ses rivaux plus puissants, particulièrement face à l'impérialisme U.S.

Renoncer à la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir c'est faire croire que l'alliance avec une aile quelconque de la bourgeoisie et avec les partis de la bourgeoisie dite de gauche pourrait apporter des satisfactions durables aux aspirations des masses laborieuses. C'est d'un bout à l'autre tromperie et mensonge, car toutes les mesures prises par un gouvernement où siègeraient des ministres bourgeois, ne fût-ce qu'en minorité, ne viseront toujours qu'à enrichir les capitalistes, les banquiers, et les spéculateurs.

POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER

Nous, militants qui avons décidé de nous regrouper pour construire le Parti de la Révolution Socialiste en France, qui appelons l'avant-garde des travailleurs et de la jeunesse à reprendre notre combat, le disons nettement :

Si les militants trotskystes de l'O.C.I. (pour la reconstruction de la IV^e Internationale), si les militants de l'A.J.S., les militants de l'Alliance Ouvrière qui ont décidé de convoquer la Conférence Nationale pour le Gouvernement Ouvrier les 5 et 6 février 1972, ne sont pas organisés dans les grandes organisations politiques traditionnelles (P.C.F., P.S.), c'est qu'il existe des désaccords.

Mais le prolétariat et les masses laborieuses doivent se défendre en tout état de cause contre l'offensive du capital et de l'Etat.

Nous disons :

S'il existe des divergences entre les partis ouvriers, si on admet la pluralité des partis et des tendances dans la classe ouvrière, il ne s'agit pas pour les uns et les autres, de se rallier à la politique des autres partis. Sinon, il faudrait déclarer ouvertement que n'a droit à l'existence qu'un " Parti Unique ".

Dans ces conditions, si l'on veut mettre en accord les paroles et les actes, il faut admettre avec la pluralité des partis la libre discussion entre les tendances de la classe ouvrière, la nécessité de la lutte commune qui découle des décisions du capital et de l'Etat bourgeois d'engager une offensive générale contre les masses laborieuses et la jeunesse.

Nous disons :

Nous, militants révolutionnaires, ne croyons pas à la volonté des dirigeants d'organiser une lutte efficace contre la bourgeoisie. Si tel n'était pas le cas, nous serions adhérents de ces partis .

Nous ne le pensons pas parce que, comme tous les travailleurs et la jeunesse, nous constatons ce qui est incontestable :

- En mai-juin 68, les dirigeants ont dit à la grève générale de dix millions de travailleurs et de jeunes :

“ Vous ne pouvez pas obtenir les revendications générales, car on ne peut pas changer de gouvernement. Il faut terminer la grève générale. ”

C'est ainsi qu'on été substitués de faibles ruisseaux au puissant mouvement de grève générale.

Les dirigeants ont ajouté :

“ Il faut engager des luttes partielles et catégorielles pour des revendications partielles et catégorielles. ”

Ils ont assuré aux travailleurs :

“ C'est par la multiplication de telles actions limitées que prendront naissance de plus larges actions générales. ”

Après les O.S. de chez Renault, les cheminots, les enseignants du Second Degré, les conducteurs de la R.A.T.P., les travailleurs ont engagé des grèves professionnelles, partielles et catégorielles.

Les dirigeants ont alors dit :

“ Vous ne pouvez obtenir les revendications partielles et catégorielles. On ne peut changer de gouvernement. Il faut reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction. ”

C'est ainsi que les dirigeants entravent et les efforts isolés des travailleurs pour résister à l'exploitation, et la transformation de ces efforts isolés en une lutte de classe unique contre le gouvernement. De fait, ils entravent toute action réelle, réduisant les syndicats à l'inefficacité.

Voilà pourquoi nous ne croyons pas à la volonté des dirigeants de préparer et de conduire au terme victorieux les luttes . Mais nous constatons également que la majorité des travailleurs et des militants ne voient pas encore comment ils pourraient engager des actions contre le capitalisme sans le concours et l'appui des organisations qui ont vocation d'unir et non de diviser la classe ouvrière. Nous, militants qui oeuvrons à la construction du Parti Révolutionnaire dans le but de préparer la révolution prolétarienne nous ne demandons pas que les militants adhérents des autres organisations ouvrières approuvent nos critiques. C'est leur droit de soutenir leurs partis et organisations. C'est notre droit d'estimer que les dirigeants ont abandonné le marxisme et la lutte pour la République des Soviets en France.

Mais la majorité des travailleurs et des militants ont conscience que ce n'est que dans la lutte pour les intérêts ouvriers et les revendications qu'il faut forger le Front Uni du prolétariat contre la bourgeoisie. Travailleurs et militants savent que c'est ainsi dans la lutte que pourra être mis fin aux divisions au sein du prolétariat qui constituent la base sur laquelle la bourgeoisie peut mener l'offensive pour dégrader encore plus les conditions de vie et de travail.

FAUT-IL ATTENDRE 1973 ?

Les militants de l'Alliance Ouvrière, de l'O.C.I. et de l'A.J.S. qui préparent la Conférence Nationale pour le Gouvernement Ouvrier ne prétendent pas posséder le remède infaillible à tous les maux. Militants, jeunes, ils s'efforcent de tirer les leçons de l'expérience des luttes de la classe ouvrière pour préparer l'avenir. De cette expérience que les travailleurs font eux-mêmes dans la lutte des classes et avec leurs organisations, ils tirent perspectives, tactiques de luttes, mots d'ordre et revendications qu'ils proposent aux masses laborieuses et à la jeunesse. Militants révolutionnaires ils ne reconnaissent et n'admettent que les formules révolutionnaires qui sont celles de l'action des masses. Ils condamnent les prétendues “actions ” exemplaires par lesquelles depuis 1968 les organisations “gauchistes ” dont certaines sont totalement décomposées, prétendaient “inciter ” les travailleurs à “l'action ”, comme si les travailleurs et la jeunesse étant masses “malléables ” des intellectuels petits-bourgeois pouvaient imprimer au mouvement de la classe ce qui sort de leur cervelle.

Militants révolutionnaires, ils ne repoussent aucune des formes d'organisation ou de lutte créées au cours du développement du mouvement ouvrier: lutte dans les syndicats, grèves revendicatives ou grèves politiques, grèves limitées ou grève générale, manifestations ou meetings, participation ou refus de participation aux élections, diffusion des journaux. Toutes ces formes d'organisation ou de lutte peuvent ou non être valables, selon les circonstances, l'état d'esprit des masses, les rapports des forces entre les classes, aucune ne devant être élevée en qualité de panacée. Toutes ces formes de lutte et chacune d'elles sont à préconiser en relation avec la nécessité de préparer la Révolution prolétarienne, la lutte ouvrière pour l'abolition de la propriété des moyens de production et de l'Etat bourgeois. Il en est ainsi des élections. En mai-juin 1968, la grève générale de dix millions de travailleurs et de jeunes pouvait tout et en particulier ouvrir pour l'immédiat la perspective du gouvernement ouvrier issu du Comité Central et National des délégués élus des comités de grève, qui aurait dû se transformer en comité central des conseils ouvriers, qui à tous les échelons, des entreprises, localités et départements contre l'Etat bourgeois, aurait ouvert la voie à la République ouvrière. Les dirigeants ont “contracté ” à Grenelle avec Pompidou-De Gaulle, ils ont dicté aux travailleurs : “vous devez arrêter la grève générale. ” La direction du pays est restée à De Gaulle, au gouvernement bourgeois.

La grève générale dévoyée de ses buts et objectifs de pouvoir, les grandes organisations ouvrières qui ont la confiance des masses cédant volontairement leur “pouvoir ” à la bourgeoisie, la réaction a remporté la victoire aux élections du 30 juin 1968. Les travailleurs réintégrant à l'usine, au chantier, au bureau, les conditions du travail exploité, sans même que les revendications soient satisfaites, De Gaulle tente d'imposer l'intégration des syndicats à l'Etat. Au référendum corporatiste du 28 avril 1969, il s'agit de la

vie ou de la mort des organisations ouvrières indépendantes ; les masses populaires n'ayant à leur disposition que la lutte sur le terrain électoral, le devoir est tout tracé : occuper ce terrain, appeler le peuple de France à voter " Non " au référendum.

Militants ouvriers qui avons dénoncé les élections-trahison de la grève générale du 30 juin 1968, nous avons combattu dans les organisations pour le Front Unique Ouvrier pour le non au référendum. Un même combat pour l'unité de la classe ouvrière et des organisations contre le gouvernement dont se sont volontairement soustraites des organisations qui à la suite de la CFDT (P.S.U., Ligue Communiste, Gauchistes, etc.) ont préconisé l'abstention au référendum comme ils s'étaient refusés à lutter dans la grève générale pour le comité central et national des comités de grève.

Nous, militants ouvriers, qui estimons, ce que l'histoire de la lutte des classes confirme dans tous les pays, qu'il n'existe aucune étape intermédiaire (parlementaire) entre le capitalisme et le socialisme, nous qui affirmons la complète impossibilité d'appliquer les méthodes du parlementarisme pour créer les formes de la démocratie des conseils, nous n'opposons pas la mobilisation des masses aux luttes sur le terrain électoral. Mais nous disons clairement : " Y a-t-il une seule conquête sociale qui soit passée par le parlement? Non, ou pour être plus précis, le parlement, au mieux, n'a fait qu'enregistrer ce que la classe ouvrière a arraché. Tel a été le cas en 1936, tel a été le cas en 1945. "

Les faits, les événements sont là pour le prouver - en s'efforçant de contraindre les travailleurs à rester dans le cadre parlementaire, en opposant les élections à la lutte des classes, on ne combat ni pour le socialisme ni pour les revendications les plus immédiates. En 1968 : les 1000 F de salaire minimum, l'échelle mobile, l'abrogation des ordonnances contre la Sécurité sociale, la retraite à 60 ans, que la grève générale pouvait et devait arracher, n'ont pas été obtenus par les élections.

Nous pensons : si même la représentation ouvrière venait à conquérir la majorité aux élections - et nous le souhaitons - la bourgeoisie permettrait-elle son expropriation par les voies parlementaires ? Il est permis d'en douter. Mais si même on estime que cette perspective de majorité parlementaire peut se réaliser et afin qu'elle se réalise, faut-il attendre pour arracher les revendications ? Faut-il accepter de différer la lutte jusqu'en 1973 ? L'accepter c'est laisser le champ libre à la bourgeoisie et à son gouvernement. Si même on se place sur le plan parlementaire ne doit-on pas immédiatement engager le combat pour exiger la démission des députés des partis bourgeois ? Faut-il accepter que des prévaricateurs tels Rives-Henrys et ceux qui l'appuient puissent continuer à siéger au Parlement, apporter leur soutien à toutes les mesures anti-ouvrières que prend et prendra le gouvernement Pompidou-Chaban-Giscard ?

A ces questions, il n'est qu'une réponse : c'est en engageant une campagne unie pour la démission que l'on peut et doit unir les travailleurs des villes et des campagnes et leurs organisations afin de réaliser dans chaque localité l'Alliance ouvrière et paysanne : les candidats des partis ouvriers s'engageant à refuser sous quelque forme que ce soit, et dans quelque circonstance que ce soit de porter leurs voix aux candidats des partis bourgeois. Il faut l'admettre, ce sont les attermoissements et une politique équivoque qui troublent la conscience des masses laborieuses. Dans tous les domaines, également dans le domaine électoral, il faut une volonté ferme, un programme cohérent et pour cela lutter sur le mot d'ordre " Candidat ouvrier contre candidat bourgeois ". C'est ainsi que l'immense majorité des travailleurs se rassemblant sur tous les terrains, y compris électoral, fera céder l'infime minorité des exploiters capitalistes et sa majorité parlementaire truquée à qui les partis ouvriers unis adresseront l'ultimatum - " Vous, représentants faillis du système capitaliste failli dont la survie menace de déchéance absolue une fraction importante du prolétariat et de la jeunesse vouée au chômage permanent et à la déqualification, vous n'avez aucun droit à diriger le pays. Retirez-vous ! "

C'est ainsi que par les méthodes de la lutte des classes, la classe ouvrière peut et doit utiliser les élections, afin d'imposer en tout état de cause un gouvernement responsable devant les organisations et les masses travailleuses, non devant les députés de la bourgeoisie.

LES TRAVAILLEURS SONT-ILS PRETS ?

La grève générale de mai-juin 1968 et sa conséquence, le référendum de 1969 qui a chassé De Gaulle, les luttes qui se poursuivent dans les secteurs les plus larges, attestent que la classe ouvrière et les masses laborieuses sont prêtes à mettre en cause le pouvoir de la bourgeoisie et l'ensemble de sa politique.

Au cours de ces dernières années se dessine la faillite complète du capitalisme ; les illusions des couches petites-bourgeoises des villes et des campagnes sur la possibilité pour l'Etat bourgeois d'apporter des solutions positives se dissipent tandis que la tendance à l'unité se renforce.

Tels sont les contours d'une situation qui démontre que les travailleurs sont prêts au combat. Ils y seront poussés plus encore par le rétablissement du marché mondial disloqué par Nixon et qui a pour condition l'intensification de l'exploitation, l'insécurité dans le domaine de l'emploi, le chômage. C'est sous la pression de ces conséquences que les combats vont se développer et que s'affirmera et se fortifiera la volonté des masses de renverser la société capitaliste.

D'un autre côté, si le but du capital est de contraindre les travailleurs à accepter de payer les frais de sa survie, tous les partis bourgeois - U.D.R., Indépendants Giscardiens, Centre Démocrate, Parti Radical - sont déchirés, dans un état de crise si évident qu'il ne saurait être question pour eux d'opposer un front cohérent contre les masses et les organisations, si les dirigeants des grands partis ouvriers et des syndicats décidaient d'en finir avec le régime. La crise de domination de classe de la bourgeoisie, la situation économique et politique renferment une multitude de problèmes et de contradictions susceptibles d'ouvrir à tout moment une période d'effondrement au niveau de l'Etat. Situation pré-révolutionnaire dans laquelle la crise révolutionnaire peut éclater absolument à l'improviste.

Mais la question se ramène toujours à ceci : la domination de la bourgeoisie est inconciliable avec la démocratie et la satisfaction durable des aspirations des masses ; on ne peut défendre les revendications si l'on se refuse à marcher au socialisme, ce qui implique la volonté d'unir les travailleurs pour la destruction de l'Etat bourgeois. En réalité, la question fondamentale dont dépend littéralement l'avenir immédiat de millions et de millions d'êtres humains, c'est que le capital financier gouverne par une fusion absolue avec l'Etat. Le pouvoir politique des monopoles bourgeois totalement structuré avec son état-major militaire, judiciaire, policier, administratif, avec ses prêtres, constitue entre les mains de la bourgeoisie le plus puissant instrument de gouvernement.

On peut discuter à l'infini sur le socialisme et sur les faux problèmes des différents modèles ou des voies parlementaires pour atteindre le socialisme, les questions auxquelles tous ceux qui parlent au nom du mouvement ouvrier doivent répondre sont, celles-ci :

- le maintien de la propriété privée des moyens de production est contraire aux intérêts des masses et du socialisme ;
- toute action sérieuse pour assurer la défense des intérêts immédiats des travailleurs, même si son point de départ est une revendication partielle amène à ouvrir la lutte fondamentale pour l'abolition du système de la propriété privée des moyens de production, d'où sont issus les monopoles ; le capitalisme au cours de son évolution s'étant nécessairement transformé en capitalisme des monopoles disposant de tout l'appareil d'Etat bourgeois ;
- tout militant sérieux, dévoué à la cause ouvrière sait que la bourgeoisie n'acceptera pas plus le socialisme, que le patronat n'accepte les revendications. Combattre pour la satisfaction des revendications c'est combattre sur la perspective de l'expropriation politique et économique de la bourgeoisie.
- toute la situation économique et politique pousse les travailleurs dans la lutte contre le capitalisme, La crise du système capitaliste montre et montrera plus encore aux masses laborieuses qu'il n'y a pas d'issue dans le cadre du maintien de la domination de classe de la bourgeoisie sur la société.

C'est ainsi que, tant les perspectives historiques, que le rapport des forces réel entre le gouvernement Pompidou-Chaban discrédité, la classe ouvrière et les organisations ouvrières mettent la solution du gouvernement ouvrier à l'ordre du jour comme une nécessité.

QUEL GOUVERNEMENT PEUT MERITER LA CONFIANCE DES OUVRIERS ?

Toute organisation ouvrière soucieuse de défendre les intérêts des travailleurs et de la jeunesse ne saurait se contenter de critiquer la carence des autres partis ouvriers et d'opposer ses revendications aux leurs. Dans une conjoncture politique où luttes ouvrières, nécessaires, pour l'augmentation des salaires et retraites, contre l'aggravation des conditions de vie et de travail contre le chômage, n'amènent pas les résultats escomptés, l'augmentation des prix, la surexploitation sous toutes ses formes imposée par le gouvernement au service du patronat, annulent inmanquablement chaque succès. Dans une situation où toute action sérieuse, même si, répétons-le, son point de départ est une revendication partielle, amène à poser la question fondamentale du pouvoir, chaque organisation se doit de formuler et de présenter aux travailleurs la solution gouvernementale conforme aux intérêts des travailleurs. La volonté des masses laborieuses et de la jeunesse d'arracher satisfaction à leurs revendications et aspirations ne fait pas de doute, mais pour que cette volonté se matérialise il faut un objectif immédiat : substituer au gouvernement Pompidou-Chaban un autre gouvernement.

Quel gouvernement ?

Un gouvernement qui répondrait positivement aux aspirations des masses parce que s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs en lutte contre le patronat et l'Etat.

La classe ouvrière attend de ses organisations des réponses claires. La conquête du Pouvoir gouvernemental ne peut se résumer en un changement de personnes dans la constitution des ministères. Ce ne sont pas des phrases en général contre les monopoles, c'est seulement par une rupture politique et organique avec les capitalistes français et tous les partis bourgeois que l'on s'orientera par des actes, dans la pratique, et, non par des mots vers un changement de gouvernement. Nous ne nous lasserons pas de le dire et de le redire, de le répéter à nouveau, certains d'exprimer la volonté des masses laborieuses.

Il faut définir clairement le contenu et les contours politiques du gouvernement répondant aux aspirations des travailleurs car c'est lui qui, appuyé sur les masses en lutte contre le patronat et l'Etat, décidera des mesures à prendre. Si on ne dit pas clairement : "pas un ministre capitaliste, aucun représentant des partis bourgeois ne siégera à nos côtés au gouvernement", dès lors on admet la collaboration de classes, et rien n'aura été entrepris pour avancer dans la voie de la lutte contre la vie chère et le chômage, pour la satisfaction véritable des revendications. C'est politiquement être responsable que de dire aux dirigeants des grandes organisations qui affirment parler au nom des intérêts des travailleurs : "Accepter qu'au sein du gouvernement siègent les représentants de la bourgeoisie, ne serait-ce qu'en nombre limité, c'est refuser d'envisager de porter atteinte au droit de propriété des grands moyens de production, c'est ouvrir toute grande la porte à la détérioration effrénée des conditions de vie et de travail, c'est laisser en place l'Etat policier que Marcellin a édifié pour défendre les intérêts du capital "

C'est seulement sur ces bases que le gouvernement des organisations ouvrières unies pour lequel les travailleurs sont prêts à combattre répondrait aux exigences des travailleurs et de la jeunesse. La nécessité de la lutte commune pour le gouvernement ouvrier découle des décisions prises par le gouvernement dont les conséquences seront de renforcer l'offensive générale du capitalisme contre la classe ouvrière. Le gouvernement ouvrier est une nécessité économique car la lutte du prolétariat pour se

défendre contre l'exploitation est devenue une lutte politique pour les revendications. Il faut chasser, et au plus vite, gouvernements et gouvernants bourgeois. L'unité de tous les travailleurs désireux de combattre le capitalisme, des organisations qui les rassemblent et des dirigeants qui parlent en leur nom doit imposer le gouvernement ouvrier. Pour cet objectif, il faut combiner et unir dans un front unique puissant les organisations ouvrières qui doivent s'engager à lutter véritablement contre le gouvernement bourgeois. Le socialisme n'est pas pour un avenir lointain, obscur, la volonté de combattre pour le gouvernement ouvrier représente aujourd'hui le pas immédiat à réaliser, car la leçon que des masses immenses assimilent de plus en plus réside en ceci : si le pouvoir du capital n'est pas renversé, on ne peut supprimer l'exploitation.

Certes, il ne s'agit pas de préconiser des mesures avant que celles-ci ne s'imposent aussi bien dans la réalité politique que dans la conscience des masses. Mais une chose est claire : la classe ouvrière engagée dans des actions contre le capital et l'Etat capitaliste est amenée à utiliser tous les éléments de la démocratie ouvrière qu'elle a arrachés pour résister à l'exploitation. Les conquêtes sociales, droit au travail et à l'enseignement, les conditions de vie et de travail sont menacées par la survie du système capitaliste pourrissant. La classe ouvrière combattra pour ses libertés et droits, elle cherche d'ores et déjà à ce que ses organisations et en particulier ses syndicats fonctionnent au service exclusif de ses intérêts, ce pourquoi ils ont été construits dans la lutte de classe. Les conducteurs de la RATP en imposant aux dirigeants l'Assemblée Générale des grévistes, où ils ont réclamé : " Les permanents à notre service ", " les syndicats à nous " ont traduit en termes concrets la leçon des combats et des échecs de toutes les luttes ouvrières de ces dernières années. Le combat pour le Front Unique Ouvrier et le Gouvernement Ouvrier a cette signification la lutte pour que les éléments de la démocratie ouvrière syndicats, libertés, etc. - soient placés à la base d'un système politique où la propriété privée étant abolie, les moyens de production collectifs serviront à la satisfaction des besoins de l'humanité. Ce système politique c'est la République des Conseils prenant en main à partir des usines, bureaux, chantiers et localités par branches professionnelles et sur le plan départemental, sous la direction du gouvernement central des Conseils Ouvriers, les tâches de la construction du socialisme. Certes la signification des Conseils n'est pas encore claire pour les larges masses laborieuses, la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie tentant de l'obscurcir avec les utopies réactionnaires et corporatistes sur l'autogestion - mais devient de plus en plus claire pour tous la nécessité de lutter pour un autre gouvernement où ne siégerait pas de ministre bourgeois car le capitalisme qui se survit à lui-même est entré dans la phase où l'action destructrice de la lutte de la bourgeoisie pour préserver son système ruine et paralyse les conquêtes économiques et sociales arrachées par le prolétariat.

POUR LES ETATS UNIS SOCIALISTES D'EUROPE

Encore une fois les faits répondent.

L'impérialisme mondial, et en premier lieu l'impérialisme U.S., a cru réussir à éloigner le spectre de la crise économique par l'injection grandissante de crédits d'armement, mais dans la mesure même où la militarisation de l'économie s'accroissait, les contradictions, la concurrence, l'anarchie du système capitaliste atteignaient la plus grande acuité, ruinant les finances de chaque Etat. L'économie d'armement qui a tourné la tête tant aux économistes bourgeois qu'aux "économistes" et politiques petits-bourgeois qui prétendaient rénover le marxisme, a obtenu des résultats éphémères, qui aujourd'hui décuplent toutes les difficultés. Perdant de plus en plus de sa valeur de moyen et de régulateur de l'échange de marchandises, le papier monnaie en général et avant tout le dollar, monnaie de l'impérialisme le plus puissant, s'est transformé en un instrument de conquête des marchés et d'oppression économique. La crise financière ouverte avec le discours de NIXON atteste que la courbe de l'économie va tomber tôt ou tard de sa hauteur fictive actuelle et plus rapidement qu'en haut lieu on feint de le croire.

En même temps Wall Street et son représentant à la Maison Blanche tentent de prescrire une nouvelle réorganisation sur la base d'une restructuration et d'une nouvelle délimitation des bases économiques de l'Europe, du Japon et des autres pays. NIXON cherche à imposer une nouvelle division du travail mondial où le monde entier deviendrait débouché exclusif du capital financier U.S. Mais cette "solution" conforme aux nécessités de survie du système capitaliste entraîne en même temps que la décadence accélérée de l'Europe, du Japon et des pays arriérés dits du Tiers Monde, l'exacerbation de la concurrence. La vérité est celle-ci - le capitalisme dans l'impasse, dans la phase impérialiste disloque le marché mondial qui constituait une des plus importantes conquêtes du capitalisme dans sa phase ascendante. Le marché mondial est désorganisé, les taux de change flottants et l'abandon de l'étalon-or deviennent des obstacles presque insurmontables pour le commerce international. Toutes les mesures prises pour enrayer la crise monétaire, toutes celles qui sortiront des discussions les plus âpres qui se déroulent à Paris, New York, Londres, Tokyo, Bruxelles ou Rome, et, qui sous une forme ou une autre ont rétabli une nouvelle et provisoire parité entre les monnaies, n'auront qu'une conséquence : elles sont établies en tenant compte du rapport de force réel entre les impérialismes qui se disputent les marchés, assurant l'hégémonie américaine sur le marché mondial ; elles serviront de base et de moteur à la spéculation la plus effrénée. La chute économique de l'Europe qui se profile, la guerre économique, financière et commerciale qui fait rage entre les "Six" et qui deviendra encore plus effrénée avec l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun moribond atteste que les Etats nationaux sont devenus trop étroits pour l'expansion des forces productives.

L'impérialisme U.S. affirmait depuis la fin de la guerre qu'il ne poursuivait que des buts "humanitaires" : aider l'Europe. Il ne faisait qu'aider à reconstruire les Etats bourgeois et à protéger ainsi la domination de classe des bourgeoisies européennes et le système de la propriété privée des moyens de production. Préparée par toute la marche de l'histoire du capitalisme, après deux guerres, la politique que NIXON définit lui-même en déclarant : " Nous allons être durs " vise à vassaliser l'Europe pour l'amener en "baissant les bras" comme le constate avec mélancolie un journaliste bourgeois du "Figaro", à accepter sans conteste la prédominance américaine sur tous les marchés de l'industrie, de l'agriculture, de la finance et des investissements de capitaux. Toute l'organisation économique européenne et en particulier le marché commun agricole mis péniblement sur pied dans ces dernières années gisent à terre. Sans aucun doute, le capitalisme dans tous les pays tentera de surmonter les contradictions de son régime social, en écrasant les masses laborieuses. Il reste que malgré l'identité des lignes fondamentales de la politique de tous les gouvernements impérialistes contre le prolétariat, les contradictions les plus profondes se manifestent et se manifesteront demain plus encore. Tout en étant en contradiction avec les intérêts des U.S.A., les puissances européennes qui ont des intérêts s'opposant réciproquement entre eux, chercheront à réajuster toutes les parties disjointes du système capitaliste contre le

prolétariat, acceptant de mauvaise grâce l'hégémonie américaine tout en y résistant sur une ligne de recul. Sainte alliance, divisée, déchirée en elle-même qui, parce que déchirée, prépare les crises économiques, politiques, financières et sociales majeures, mais sainte alliance contre-révolutionnaire de toutes les bourgeoisies contre les peuples, telle est l'essence de la politique de l'impérialisme mondial, contre laquelle le prolétariat doit s'opposer par sa propre politique d'unité européenne.

On ne saurait en effet procéder à une véritable réorganisation économique du continent que dans le cadre de la lutte pour les Etats Unis Socialistes d'Europe qui, après avoir dans chaque pays substitué aux Etats bourgeois, l'Etat Ouvrier des Conseils, qui garantira que les moyens de production qui ont été créés par la collectivité des travailleurs, reviennent à la collectivité unie du travail et non à ceux qui en tirent profit : les Etats Unis Socialistes fédérant les Etats ouvriers de l'Europe de l'Ouest libérés du capitalisme aux Etats de l'Europe de l'Est et de l'Union Soviétique, où la propriété privée des moyens de production a été abolie, qui ayant brisé le pouvoir politique de la bureaucratie réintègrent les conquêtes ouvrières de la Révolution à leurs fins véritables.

Les faits, les événements, la réalité, vérifient la perspective marxiste de la Révolution telle que MARX, ENGELS, LÉNINE et TROTSKY l'ont formulée.

Ou bien la bourgeoisie réussira à imposer contre les masses sa domination de classe et son Etat et ce sera le chaos économique, financier et politique.

Ou bien la classe ouvrière des pays les plus avancés, en particulier de France et d'Europe, s'emparera au nom des intérêts de toute l'humanité de la vie économique, menacée de dislocation par le système capitaliste assurant ainsi le développement harmonieux d'une économie libérée des chaînes de la propriété privée des moyens de production. Atteindre ce but, abrégé l'époque de crise que nous vivons n'est possible que par les méthodes de la Révolution prolétarienne, instaurant l'Etat Ouvrier, qui ne compte pas avec le droit de propriété sur les moyens de production, qui ne considère que la nécessité de satisfaire les revendications du plus grand nombre, qui n'a qu'un but : reconstruire la société sur des bases socialistes. Il faut répondre à ceux qui expliquent, à nouveau, comme ils l'ont fait en 1945 : si le prolétariat prend le pouvoir en France, l'impérialisme américain attaquera. Cette affirmation si on la rend concrète implique que les travailleurs français et la jeunesse devraient accepter toutes les mesures que le gouvernement Pompidou-Chaban décidera pour défendre le profit. Car il est évident que tout gouvernement bourgeois comme tout patron s'il n'est pas amené par la lutte de classes à céder n'accorde rien. Sinon, il faudrait faire croire aux travailleurs que la satisfaction de leurs revendications procède de la bonne volonté gouvernementale et patronale. Si le fait de renverser le gouvernement bourgeois par la lutte de classes ou par la voie parlementaire, peu importe, conduit à une attaque de l'impérialisme américain, s'il ne faut pas affronter cette menace, alors il faut se soumettre et ne plus bavarder sur le programme commun ou le gouvernement d'union populaire. A moins que ce gouvernement ne soit un nouveau gouvernement bourgeois. Il serait nécessaire de le dire aux travailleurs. Nous, militants ouvriers, disons que la lutte pour en finir avec le, capitalisme en France non seulement est indispensable pour arracher les satisfactions durables aux aspirations des masses laborieuses, mais elle déclencherait dans le monde une vague d'enthousiasme et de solidarité prolétariennes. Certes, une telle politique rencontrerait l'opposition de NIXON-POMPIDOU-HEATH, de tous les impérialismes, mais elle bénéficierait de la sympathie des travailleurs de tous les pays. Il suffit de mentionner les combats ardents que mènent les ouvriers américains contre la politique des revenus que veut leur imposer Nixon, l'hostilité profonde du peuple des Etats-Unis contre la sale guerre du Viet Nam. Il suffit de mentionner les grèves des ouvriers anglais contre la politique du gouvernement conservateur, les grèves des métallos allemands contre les capitalistes allemands, les luttes révolutionnaires et antiimpérialistes en Bolivie, en Amérique latine, en Afrique ou au Proche Orient pour comprendre combien le prolétariat français et sa jeunesse peuvent tenir compte dans leur combat contre le capitalisme et ses gouvernements des aspirations des peuples du monde entier. Car la crise de l'impérialisme est mondiale, et le devoir consiste à renverser la domination de classe de la bourgeoisie dans chaque pays. Ce n'est pas là uniquement un devoir, c'est une nécessité, car il est plus qu'urgent d'en finir avec l'exploitation capitaliste qui entraîne la civilisation à l'abîme.

Pour l'avant-garde des militants et la jeunesse, pour les travailleurs manuels et intellectuels, il n'y a pas d'autres termes à l'alternative où se joue le sort de l'humanité.

POURQUOI LA CONFERENCE NATIONALE POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER

Au mois de mai 1971, au cours de son 17^e Congrès, l'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale), après avoir analysé les perspectives de la situation en France dans le cadre de la conjoncture économique et politique mondiale, affirmait la nécessité d'engager le combat pour organiser les forces militantes en vue de convoquer à Paris une " Conférence Nationale pour le Gouvernement Ouvrier ".

Le C.C. de l'O.C.I. adressait cette proposition aux instances dirigeantes de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme et de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière.

Durant les mois d'été, les militants de l'O.C.I., de l'A.J.S. et de l'Alliance Ouvrière ont travaillé, discuté, pour rédiger des projets d'appel. Le secrétariat de l'Alliance Ouvrière, ayant rassemblé les textes et initiatives multiples, présente un projet d'appel, aux travailleurs et jeunes, aux militants ouvriers de toutes tendances, pour les inviter à s'organiser afin de préparer en commun la Conférence Nationale pour imposer le gouvernement des organisations ouvrières unies.

Les 9 et 10 octobre 1971, le C.C. de l'O.C.I., le Comité National de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière, le Comité National de l'A.J.S., réunis en commun, ont adopté sur la base des discussions libres et ouvertes menées dans les cellules de l'O.C.I., les Cercles de l'A.J.S. et les Comités d'Alliance Ouvrière, un premier appel qui est publié dans cette brochure.

Le 31 octobre, à l'appel de l'A.J.S. appuyé par l'O.C.I. et l'Alliance Ouvrière, plus de 20 000 jeunes et travailleurs ont défilé à Paris de la République à la Nation pour le gouvernement ouvrier.

Les 1er et 2 novembre, le 2° congrès de l'A.J.S. a décidé de mobiliser jeunes ouvriers, lycéens, élèves de C.E.T. et étudiants et de participer au travail militant organisé par l'O.C.I. et l'Alliance Ouvrière dans les entreprises, les bureaux, les chantiers et les localités pour la Conférence Nationale pour le gouvernement ouvrier.

Militants de l'O.C.I., militants de l'Alliance Ouvrière et de l'A.J.S., nous nous adressons aux militants ouvriers et aux jeunes de toutes tendances pour qu'ils s'organisent avec nous afin d'imposer ce qui est juste pour les masses laborieuses et la jeunesse.

Nous tous, nous sommes persuadés que le maintien de la domination du capitalisme français conduit à la surexploitation, à la réaction politique, au gaspillage de l'économie d'armement, à la menace de destruction complète de la société civilisée.

Nous tous, militants ouvriers, qui dans les entreprises et les professions combattons pour la défense des revendications nous savons que la "paix sociale" est une duperie même si elle continue à exister dans la pratique du "dialogue" et de la "concertation".

Nous tous, estimons que la lutte de classes met pratiquement à l'ordre du jour les problèmes brûlants à résoudre.

Alors nous, militants de l'O.C.I., de l'Alliance Ouvrière et de l'A.J.S., disons :

" Ensemble il nous faut débattre des mots d'ordre et objectifs vers lesquels tendent les masses profondes de la classe ouvrière et de la jeunesse qui sont poussées dans la lutte contre le capitalisme et l'Etat bourgeois. "

Nous disons qu'il est contraire aux intérêts des travailleurs d'empêcher les actions partielles de différentes catégories non seulement d'aboutir, mais surtout de fusionner dans une action de classe générale contre le gouvernement Pompidou-Chaban. La tâche de l'heure consiste à centraliser les contingents de la classe ouvrière qui agissent sur des points différents et non de les diviser.

Ce serait manquer de réalisme de le nier. La croissance du mouvement de dislocation du système de la propriété privée des moyens de production qui amène tout à la fois les capitalistes à s'attaquer aux conditions de vie et de travail des ouvriers, entraînent ceux-ci à résister à la surexploitation. Cette tension de la lutte de classes suscite l'effort de la bourgeoisie et de ses agents pour renouveler l'arsenal de pseudo-théories en vue d'endormir le prolétariat et de lui faire accepter l'exploitation.

La réalité de la crise économique, politique et sociale se charge de détruire ces constructions mensongères et hypocrites, qui toutes n'ont qu'un but: nier la lutte de classes comme moteur de l'humanité en marche vers le socialisme. Nous, militants ouvriers, disons : tous ceux qui prêchent le néo-capitalisme, la révolution par l'individu, le conflit de générations, substituant au conflit de classes les fumeuses théories sur les "nouvelles avant-gardes" et tout récemment "l'autogestion", tous ceux là tendent à nier le droit du prolétariat à la révolution socialiste.

Nous, militants qui appelons les travailleurs et les jeunes à se réunir dans les entreprises, les localités, les lycées et les facultés pour désigner leurs délégués à la Conférence des 5 et 6 février pour le gouvernement ouvrier, nous disons : il faut nous unir, résister, défendre les conquêtes sociales car cette lutte représente pour l'impérialisme et la bourgeoisie un énorme danger social, le danger que son pouvoir ne s'effondre sous les coups des masses ouvrières et de la jeunesse. Nous proposons inlassablement le Front Unique Ouvrier aux organisations pour la défense des intérêts et aspirations des travailleurs. Nous affirmons que, lorsque les dirigeants se refusent à prendre les dispositions de lutte contre le capital et le gouvernement, pour le gouvernement ouvrier, ils refusent à combattre pour la défense des intérêts ouvriers. Les travailleurs exigent qu'on en finisse avec les illusions et les mots. Il faut cesser de protester verbalement, d'adopter des résolutions, d'envoyer des lettres et des pétitions sans lendemain. Il faut des actes concrets, non des paroles.

Travailleurs et militants, jeunes, comme nous, vous savez que la grève générale de mai-juin 68 n'a pas réglé les questions que tous et chacun se posent. La dure expérience de la lutte de classe apporte des réponses, qui toutes se concentrent autour de la question principale à résoudre : quel type de gouvernement devra remplacer le gouvernement Pompidou-Chaban-Giscard ?

Certes, il serait puéril de croire qu'il existe déjà une clarté suffisante sur les méthodes, les moyens et les objectifs à atteindre. D'autant plus que de toutes parts on cherche à obscurcir les réponses. Mais il y a un dénominateur commun entre tous les militants qui entendent unir les forces ouvrières dans la lutte contre le capitalisme.

Les uns se prononcent comme nous, militants de l'O.C.I., de l'A.J.S., et de l'Alliance Ouvrière pour la République des Conseils Ouvriers et la Révolution Socialiste.

Les autres estiment que les dirigeants sont susceptibles d'ouvrir une autre voie - la voie parlementaire vers le socialisme.

Il y a un dénominateur commun à tous : défense des libertés et revendications, dans une conjoncture où la classe ouvrière, il faut le dire et le répéter, voit ses conquêtes sociales menacées, le rendement s'accroître, le chômage se développer, tandis que toutes les catégories supportent les effets de l'inflation et de la hausse des prix qui aboutissent à la stagnation et à la diminution des salaires réels.

Il y a un dénominateur commun qu'impose la situation : unifier les forces dispersées des masses laborieuses et de la jeunesse pour s'opposer à l'attaque du capitalisme dans le but d'en finir avec le gouvernement des capitalistes.

L'initiative que l'O.C.I. a prise, appuyée par l'Alliance Ouvrière et l'A.J.S., de convoquer la **Conférence des militants pour le**

gouvernement ouvrier les 5 et 6 février n'a qu'un but : assurer le développement positif de la lutte de classes dans le cadre du libre exercice de la démocratie ouvrière, aider à faire tout le possible pour unir les travailleurs et les organisations pour que le gouvernement des Organisations Ouvrières Unies réponde aux aspirations des travailleurs.

Quant à nous, nous continuerons à exposer notre programme, nos solutions révolutionnaires en expliquant combien ils correspondent aux intérêts et aux revendications des masses et de la jeunesse.

Nous, militants révolutionnaires, sommes certains que par leur propre expérience, travailleurs, militants, jeunes, ceux qui veulent combattre sérieusement pour une véritable politique ouvrière seront amenés à lutter pour la construction du Parti Révolutionnaire en France, car la conquête du pouvoir par le prolétariat exige un Parti Révolutionnaire dirigeant la lutte des masses qui mettra fin aux agissements des capitalistes. Dans cette lutte pour le pouvoir, dont le premier pas consiste à rassembler et à unir les forces ouvrières contre le gouvernement des capitalistes, pour un gouvernement ouvrier, la nécessité de la lutte pour la République des Conseils en France exige une organisation unifiée, commune et internationale de tous les militants et organisations qui se placent sur ce terrain.

C'est un fait : la situation en France comme la situation internationale exigent le contact le plus étroit entre les différentes parties du prolétariat qui en Allemagne, en France, en Angleterre, aux U.S.A., en Amérique latine, dans le monde sont engagées dans la lutte contre l'impérialisme et leur propre bourgeoisie, qui en URSS, en Hongrie, en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Chine et dans les pays où la propriété privée des moyens de production a été abolie combattent pour le socialisme et le retour aux soviets de LENINE-TROTSKY. L'union des militants et des organisations dans une Internationale préparera l'union des pays dans lesquels la Révolution Socialiste aura triomphé. Pour ceux des militants qui, organisés dans l'O.C.I., combattent pour la reconstruction de la IV^e Internationale, tous les événements concourent à démontrer que le mouvement de classe, en dépit des avancées et des reculs, tantôt plus nettement, tantôt plus confusément, suit quant au fond la route tracée vers l'Etat ouvrier dans tous les pays, vers la République Universelle des Soviets. Il n'y a pas d'autre voie pour sortir de l'impasse où le capitalisme et l'impérialisme entraînent l'humanité que de construire le Parti Révolutionnaire en France et reconstruire la IV^e Internationale sur le programme de MARX LENINE - TROTSKY.

Cela c'est la politique des trotskystes qu'ils présentent ouvertement, sans fard, à la classe ouvrière et aux militants, car leurs intérêts ne sauraient s'opposer aux intérêts de toute la classe ouvrière et des militants fidèles à la cause ouvrière.

On peut être d'accord ou en désaccord avec les méthodes proposées par l'O.C.I., l'A.J.S. et l'Alliance Ouvrière, mais tous ceux pour qui l'expression de la lutte contre le gouvernement Pompidou-Chaban est un impératif ont le devoir de répondre à la question :

“ En quoi, concrètement, doit consister la préparation immédiate de la lutte pour le socialisme ? ”

Il n'est qu'une seule réponse:

“ Il faut unir la classe ouvrière et les organisations pour le Gouvernement Ouvrier. ”

Il importe en conséquence de définir d'abord, selon l'expérience pratique des masses, le mouvement vers le pouvoir, ensuite, de définir en quoi peut et doit consister le travail préparatoire et systématique en vue de la réalisation de ces mots d'ordre, et enfin quels voies et moyens utiliser pour avancer. Ce rapport qui ouvre une discussion sur les problèmes de l'heure se poursuivra les 5 et 6 février. Il est du devoir de tous les travailleurs, jeunes et militants de s'organiser et d'élire les délégués à la CONFERENCE NATIONALE POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER.

APPEL ADOPTE A LA REUNION COMMUNE DES 9 ET 10 OCTOBRE 1971

DU COMITÉ CENTRAL DE L'O.C.I., DU COMITE NATIONAL DE L'ALLIANCE OUVRIERE ET DU COMITE NATIONAL DE L'A.J.S.

PREPARATOIRE A LA CONFERENCE NATIONALE POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER

LE SYSTÈME DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE DES MOYENS DE PRODUCTION MULTIPLIE LES SCANDALES LES ORGANISATIONS OUVRIERES QUI PARLENT AU NOM DE LA CLASSE OUVRIERE DOIVENT ASSUMER SEULES LE POUVOIR

De quelque côté que l'on se tourne, les signes de décomposition du système capitaliste se multiplient. Tous les journaux, la radio, les hommes politiques signalent, dénoncent les scandales : scandale de la Garantie Foncière, après le scandale de La Villette, scandale du bruit, des transports, des autoroutes, du logement, des hôpitaux vétustes et surchargés, des retards dans le versement de leur maigre retraite aux vieux travailleurs, scandale des impôts, scandale des conditions de l'enseignement où les élèves sont parqués dans des classes surchargées alors que par ailleurs on supprime des classes

Tout le monde le dit. Tout le monde le reconnaît. Tout le monde l'affirme.

La responsabilité du député gaulliste RIVES-HENRYS, que le gouvernement et la majorité continuent de protéger, est certes totale, mais elle ne peut masquer le fait que la multiplication infinie des scandales caractérise un régime politique défenseur du profit.

Tout le monde le dit. Tout le monde le reconnaît. Tout le monde l'affirme.

Les mesures prises par NIXON provoquent un règlement de comptes entre les impérialismes qui se partagent le monde. La crise monétaire, expression de la crise du système de production capitaliste, fait peser sur l'humanité la terrible menace d'une crise économique mondiale avec son cortège de dizaines de millions de chômeurs dans tous les pays.

Sur tous les pays, l'ombre de la crise économique se profile. Partout, aux U.S.A. et en Angleterre, en France et en Allemagne, le nombre des chômeurs et particulièrement de jeunes chômeurs, va croissant, tandis que l'on regorge de blé, de viande, d'automobiles.

Alors que les moyens de la technique permettraient de construire des logements décents pour tous - la crise du logement s'approfondit et les loyers deviennent chaque mois plus exorbitants -, de construire des routes et autoroutes - et les voies de communication tombent en décadence -, de bâtir des écoles, des lycées, universités et facultés, de former maîtres et élèves, d'assurer un développement sans précédent à la culture et à la civilisation - les gouvernements capitalistes s'engagent de plus en plus dans la voie de la sélection qui expulse les jeunes de l'enseignement et du droit au métier qualifié, refusent de satisfaire aux justes revendications des maîtres tout en accordant des milliards à ce foyer d'obscurantisme que représente l'enseignement libre et confessionnel.

Personne ne le conteste : l'automatisation, conquête prodigieuse de la technique, si elle était utilisée aux fins de satisfaire les besoins de l'homme, permettrait une diminution massive de l'horaire de travail et une augmentation infinie de la production des biens. L'automatisation, entre les mains du capital, fait peser la menace de la perte de l'emploi, de la déqualification impose un rythme de travail et des cadences encore plus inhumains.

Tout le monde l'admet : l'inflation mine le pouvoir d'achat, aggrave la situation de tous et particulièrement des plus pauvres, est cause du désordre financier, et pourtant, le gouvernement POMPIDOU-CHABAN-GISCARD, avec tous les gouvernements, continue à financer les dépenses de l'Etat par l'émission de papier-monnaie, par l'inflation qui encourage la spéculation, entrave l'économie et est la cause de la cherté de la vie.

Il est inutile de poursuivre l'énumération des maux de toutes sortes engendrés par le système capitaliste. Il est à peine utile de montrer que la politique de tous les gouvernements bourgeois n'a qu'un seul et même but : faire payer la crise du système capitaliste par les masses laborieuses.

Mais une chose est claire: pour combattre réellement, il faut clairement désigner l'ennemi que l'on doit abattre, en même temps qu'il faut préciser l'objectif pour lequel on combat.

C'est pour clarifier les conditions du combat ouvrier que les militants de l'O.C.I., de l'A.J.S. et de l'Alliance Ouvrière ont décidé d'appeler travailleurs manuels et intellectuels, jeunes et militants, à s'organiser pour préparer avec eux la CONFERENCE

NATIONALE POUR LE GOUVERNEMENT OUVRIER.

CONTRE LA VIE CHERE

POUR LA CONFISCATION DES MILLIARDS EXTORQUES AU PAYS PAR LA SPÉCULATION

A BAS LE SECRET BANCAIRE

OUVERTURE ET PUBLICATION DES COMPTES EN BANQUE DE TOUS LES CAPITALISTES

Tous les gouvernements bourgeois, tous les hommes du capital ne peuvent que tromper les masses laborieuses en discourant sur la nécessité de lutter contre la hausse des prix. La raison de ces mensonges est simple.

Le capitalisme, basé sur la propriété privée des moyens de production se transforme nécessairement en capitalisme des monopoles, en impérialisme stade suprême du capitalisme comme l'écrit LÉNINE. Le capitalisme des monopoles est le résultat final d'un système de production fondé sur la propriété privée des moyens de production. On ne peut donc lutter contre le capitalisme des monopoles sans combattre pour l'abolition de la propriété privée des moyens de production. Prétendre le contraire c'est leurrer les masses laborieuses et apporter son soutien à la bourgeoisie. Il semble que, sur ce point, toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière, qui toutes ont été bâties pour unir les travailleurs dans leur lutte pour exproprier le capital, ne peuvent qu'être d'accord. Il faut néanmoins aller plus loin et, avant tout, en tirer les conséquences. On ne juge pas un homme sur ce qu'il dit de lui-même, mais sur ce qu'il fait. Cette vérité est encore plus vraie pour les partis et les hommes politiques.

C'est sur les actes que l'on doit juger la politique réelle des organisations.

Prenons un exemple parmi des milliers d'autres : la lutte contre la spéculation financière.

A lire les journaux, à entendre les discours, on pourrait croire que les peuples sont placés face à une force obscure et pourtant, tout homme sensé sait pertinemment que ce ne sont ni les travailleurs, ni les petites gens, ni les jeunes qui spéculent. Ce ne sont ni les artisans, ni les petits commerçants, ni les petits paysans propriétaires, car la spéculation met en mouvement des milliards et des dizaines de milliards de francs.

Alors qui sont les spéculateurs ?

Ceux qui tirent profit des grandes sociétés industrielles et commerciales, des compagnies d'assurances, des banques, ceux-là seuls manient les milliards extorqués par l'exploitation de l'homme par l'homme et qui leur rapportent de nouveaux milliards par la spéculation.

La spéculation n'est pas l'hydre à 7 têtes de la mythologie. Les employés de banque tiennent les comptes de toutes les grandes sociétés. Ils connaissent les revenus de tous les capitalistes. Alors, juguler les spéculateurs devient une affaire toute simple. Les syndicats d'employés et de cadres de la banque devraient être investis du pouvoir d'abolir le secret bancaire, de rendre publics les comptes des spéculateurs, de tous les capitalistes.

En convoquant des conférences de tous les employés et cadres de la banque, les syndicats aboliraient le secret bancaire, institueraient le contrôle, par des comités d'employés, sur les comptes en banque, porteraient à la connaissance de tous les noms et les profits fabuleux empochés par les spéculateurs. Un gouvernement digne de ce nom prendrait immédiatement, en application des lois existantes, toutes les mesures pour poursuivre et châtier les spéculateurs. Les milliards empochés par la spéculation, confisqués, reviendraient dans les caisses de l'Etat. Une des sources de l'inflation serait alors tarie. Les premières mesures, réelles, contre la hausse des prix, seraient ainsi prises. Il est clair que ces mesures représenteraient un premier pas vers l'abolition de la propriété privée, dont aucune ne serait dirigée contre les petits commerçants, les petits paysans qui, eux, ne spéculent en rien sur la monnaie. Bien au contraire, avec les milliards de profit restitués, le loyer du crédit pourrait être abaissé.

Mais il est non moins clair que l'on ne saurait attendre du gouvernement POMPIDOU-CHABAN-GISCARD qu'il prenne de telles mesures. C'est également leurrer les masses que de tenter de leur faire croire que, ces mesures honnêtes, on pourrait les imposer au gouvernement POMPIDOU-CHABAN dont le rôle, la place, la mission sont en toutes circonstances d'assurer la défense du capital et de la propriété privée dont les monopoles sont issus et qui ne peuvent survivre que par la spéculation.

Tout le monde, même le gouvernement, reconnaît en paroles qu'il faut faire quelque chose contre la hausse des prix. Mais le gouvernement ne propose qu'une politique qui, à travers les contrats anti-hausses et la tentative d'associer les syndicats à une politique de revenus, vise à faire payer les travailleurs, à aggraver les conditions de vie et de travail.

Quant à la lutte contre la cherté de la vie, les mesures gouvernementales ne sont que trompe-l'oeil et poudre aux yeux.

En réalité toute la question de la lutte contre la vie chère et la satisfaction des revendications se résume à la question du contrôle. Mais cette question se ramène à savoir qui est le contrôleur et qui est le contrôlé, c'est-à-dire au profit de

quelle classe le contrôle est exercé, quelle classe exerce le contrôle.

Le contrôle de l'économie, de l'Etat et du gouvernement par les capitalistes est nécessairement un contrôle exercé contre les intérêts des masses laborieuses et de la jeunesse. Il faut donc substituer à ce contrôle capitaliste, le contrôle ouvrier. Et c'est là que les syndicats ouvriers devraient pleinement jouer leur rôle. Au lieu de solliciter le "dialogue" et de quémander la "concertation" avec le gouvernement et le CNPF, au lieu de siéger dans les organismes de collaboration de classes tels que le Conseil économique et social qui matérialise le contrôle de l'économie par le capital, les syndicats ouvriers n'ont-ils pas le devoir de mobiliser les travailleurs à partir de l'entreprise, de la localité, de toutes les branches de l'économie, pour organiser, dans des conférences de comités de délégués élus, le contrôle ouvrier sur la production et la répartition des produits ?

Le rôle et les prérogatives du syndicat indépendant de tout Etat et de tout gouvernement seraient respectés parce que le syndicat ouvrier accomplirait les tâches pour lesquelles il a vocation : unir les travailleurs pour arracher des mains du capital et des propriétaires des moyens de production qui organisent la vie chère, le chômage et la déqualification, qui refusent de satisfaire aux justes revendications, le contrôle de l'économie.

La clé de tout contrôle c'est l'abolition des secrets de toutes sortes, secret commercial, secret de fabrication et de production, etc., par lesquels le capitalisme extorque le profit et se donne les moyens de la spéculation. La question du contrôle conduit à la nécessité d'avancer sur le chemin de l'abolition de la propriété privée des moyens de production dont le capitalisme des monopoles est issu et qui lui est organiquement relié.

Le problème se situe là, et pas ailleurs. La bourgeoisie et son gouvernement refuseront toujours que les masses laborieuses exercent le contrôle. Ils peuvent accepter d'associer à un "contrôle bureaucratique" les représentants des syndicats. C'est là toute la signification de la politique des revenus qui n'est pas autre chose que l'intégration des syndicats au contrôle capitaliste de l'économie. Seul un gouvernement ouvrier pourrait substituer à ce contrôle capitaliste et bureaucratique, le contrôle ouvrier démocratique par les Comités élus des travailleurs. Se refuser à combattre pour le contrôle ouvrier démocratique, c'est tromper les masses sur le contenu réel de la démocratie.

UN PROGRAMME OUVRIER POUR UN GOUVERNEMENT DES ORGANISATIONS OUVRIERES UNIES

Répetons-le : Par quelque côté que l'on retourne les problèmes, les travailleurs se trouvent confrontés à une seule question : quel gouvernement peut satisfaire durablement les aspirations des masses laborieuses ?

Les monopoles, le Capital financier, résultat final de tout le développement antérieur du capitalisme, de la propriété privée des moyens de production, dominant l'Etat, tirent leur profit de l'Etat. Soustraire l'Etat à la domination des monopoles, c'est mettre en avant des revendications sérieuses qu'un gouvernement exclusif des travailleurs satisferait immédiatement :

- Contre la hausse des prix : échelle mobile intégrale basée sur les indices des prix établis par les syndicats. A bas les indices gouvernementaux truqués!
- Contre la vie chère : indemnité mensuelle et égale pour tous de 200 F.
- Contre le blocage des salaires sous quelque forme que ce soit. A bas les contrats de progrès et les contrats anti-hausses par lesquels le gouvernement propose aux syndicats d'accepter la politique des revenus qui empêcherait la lutte pour les revendications légitimes.
- Pour en finir avec les spéculations foncières, nationalisation sans indemnité ni rachat des sols à bâtir.

Non, il ne suffit pas de parler de réformes. Il faut indiquer clairement ce pour quoi on appelle les travailleurs à combattre. Le capitalisme a fait son temps. Il ne peut apporter aux masses laborieuses que chômage et aggravation des conditions de vie.

Le capitalisme des monopoles doit disparaître, et avec lui le régime de la propriété privée des moyens de production dont il est issu, et qui est relié et lié par les mille liens de l'exploitation.

- Nationalisation sans indemnité ni rachat et sous contrôle ouvrier des trusts de la sidérurgie, des banques, du gros commerce, des grands magasins, des monopoles dans l'industrie de l'alimentation.
- Refonte des nationalisations de la SNCF, du gaz et de l'électricité, etc. en chassant des conseils d'administration les représentants de l'Etat bourgeois et du capital financier. Contrôle par les travailleurs de la SNCF, par les travailleurs du gaz et de l'électricité et tous les services publics gérés par des délégués élus des travailleurs, les représentants des syndicats et les représentants élus des usagers.
- Nationalisation sous contrôle ouvrier, sans indemnisation ni rachat des entreprises de transport.

Le capitalisme, qui a fait son temps, ne peut apporter à la jeunesse que la déchéance. Il faut en finir avec la participation dans les structures de la réforme FAURE-GUICHARD à l'université qui exclut par milliers les étudiants de la possibilité d'obtenir un

diplôme indispensable à l'emploi qualifié.

Il faut en finir avec les phrases creuses sur les prétendus aspects positifs de la réforme de l'enseignement. Il n'y a rien de positif pour les lycéens, pour les élèves de CET dans les mesures prises par GUICHARD. Il faut clairement indiquer que l'enseignement doit être géré à tous les niveaux des lycées, des CET et à l'université par les représentants des parents d'élèves, des syndicats enseignants et les délégués élus des élèves et des étudiants,

Il faut, pour défendre la laïcité, non seulement supprimer les crédits à l'enseignement libre, et confessionnel, mais supprimer l'enseignement libre et confessionnel et combattre pour une seule école. Séparation réelle de l'Eglise et de l'Etat.

Il est clair que ces revendications, et d'autres que les travailleurs décideraient eux-mêmes, qui effectivement ouvriraient la voie au socialisme libérateur, ni le pouvoir actuel, ni aucun gouvernement où siègeraient des représentants du capital, ne pourrait les accepter !

Seul un gouvernement qui prendrait ces mesures serait un gouvernement répondant aux aspirations des travailleurs. Inversement, tout gouvernement qui refuserait de prendre ces mesures doit être reconnu comme un gouvernement ennemi du peuple contre lequel il faut s'unir pour le combattre et le renverser.

NI LE GOUVERNEMENT POMPIDOU-CHABAN-GISCARD, NI TOUT AUTRE GOUVERNEMENT OU SIÉGERAIENT, NE FUT-CE QU'EN PETIT NOMBRE, DES REPRESENTANTS DU CAPITAL, NE PEUT SATISFAIRE LES REVENDICATIONS DU PROGRAMME OUVRIER POUR LE GOUVERNEMENT D'UNITÉ OUVRIERE

Nul, qui prétend à la qualité de responsable sérieux, soucieux de la défense des intérêts des travailleurs, ne peut objecter que les mesures proposées ci-dessus ne soient parfaitement réalisables et que ces revendications ne seront réalisées que si un autre gouvernement est substitué au gouvernement POMPIDOU-CHABAN-GISCARD. Quel gouvernement ?

Il faut définir clairement le contenu politique du gouvernement qui prendra ces mesures immédiatement réalisables, donnant satisfaction aux revendications. Autrement dit, quelles forces politiques expression des classes en présence dans la société française devraient être représentées dans ce gouvernement de défense des intérêts des travailleurs ? Il coule de source que pas un représentant du Capital n'accepterait de siéger dans un gouvernement qui prendrait des mesures contre les intérêts du Capital.

Monsieur GUICHARD, ministre de l'Education Nationale vient d'exprimer clairement, non seulement la position du Parti bourgeois de l'UDR, mais de tous les partis bourgeois en écrivant aux dirigeants du SNES : "vos exigences représentent sans doute les intérêts de vos mandants, mais les intérêts de ceux que je représente sont parfaitement contradictoires avec ceux-ci".

Mais oui, GUICHARD établit correctement la corrélation des forces de classes en présence. En substance, il affirme : les intérêts de la classe que je représente étant indépendants de la forme politique du gouvernement bourgeois, sont contradictoires en toutes circonstances avec les intérêts de la classe ouvrière.

Un premier point est ainsi acquis : laisser au gouvernement les représentants de la bourgeoisie, ne fût-ce qu'en petit nombre, c'est refuser de prendre les mesures exposées ci-dessus qui, répétons-le à nouveau, sont immédiatement réalisables, les seules qui répondent aux besoins des masses.

Personne ne peut prétendre le contraire. Laisser au gouvernement les défenseurs de la propriété privée des moyens de production, c'est accepter la spéculation, la vie chère et l'aggravation des conditions de travail, le chômage et la déqualification, la dégradation de l'enseignement, de nouvelles et graves atteintes à la Sécurité sociale ; une retraite misérable pour les vieux travailleurs.

A ce sujet, précisons : lorsque nous disons "il faut engager la lutte contre la propriété privée des moyens de production", il ne s'agit évidemment pas de toucher au droit de propriété du petit artisan, du petit commerçant ou du petit paysan. Le marxisme depuis longtemps a fait litière de ces calomnies intéressées du capitalisme et de ses agents, en établissant que les petites entreprises ne jouent qu'un rôle infime dans l'ensemble de l'économie.

Ainsi donc, après tout ce que nous vivons, devant la crise économique qui menace, chercher une entente avec la bourgeoisie, c'est non seulement une erreur, mais une véritable trahison envers les masses.

Les militants de l'OCI de l'AJS et de l'Alliance Ouvrière qui convoquent le 2° Congrès de l'AJS et la Conférence Nationale pour le Gouvernement ouvrier, en militants politiquement responsables, l'affirment avec toute la netteté nécessaire.

LA CLASSE OUVRIERE EST PRETE AU COMBAT

Les espoirs en une coalition avec la bourgeoisie, en une entente avec l'une quelconque de ses formations politiques sont et seront anéantis par la marche des événements. Certes tous, les partis bourgeois : UDR et indépendants giscardiens, Centre démocrate, Parti Radical, sont tous ensemble et chacun d'entre eux ravagés par les crises les plus profondes. Mais, si LECANUET et DUHAMEL, Maurice FAURE et J.-J. SERVAN-SCHREIBER, PONIATOWSKY et DEBRE divergent entre eux sur les moyens, ils sont parfaitement d'accord sur le but : sauver à n'importe quel prix le régime bourgeois, le système de la propriété privée des moyens de production,

Seule, la lutte pour un nouveau gouvernement excluant tout représentant du Capital, est conforme aux intérêts des masses laborieuses. La classe ouvrière, elle le démontre chaque jour, est prête au combat pour la défense de son niveau de vie, pour la défense des libertés.

Les scandales multipliés discréditent chaque jour un peu plus un gouvernement qui en est complice et un système économique qui en est cause. Les dirigeants des partis ouvriers et des syndicats qui contrôlent la classe ouvrière ont entre leurs mains toutes les possibilités de préserver le pays de la crise économique qui menace, toutes les possibilités d'assurer le mieux être et la liberté.

Si les organisations ouvrières décident aujourd'hui de prendre le pouvoir, de s'unir pour le gouvernement ouvrier pour appliquer les revendications du programme ouvrier, elles sont assurées du soutien de la classe ouvrière et de l'immense majorité des couches exploitées des villes et des campagnes. L'écrasante majorité du peuple laborieux les appuyant, la victoire du gouvernement des organisations ouvrières unies sur la bourgeoisie est assurée. A l'inverse, en refusant d'unir les masses pour organiser le combat pour le gouvernement ouvrier imposant les mesures de défense des intérêts des travailleurs, les dirigeants laisseraient une nouvelle fois échapper cette possibilité d'en finir dans les meilleures conditions avec le pouvoir discrédité du Capital, avec le capitalisme et l'Etat bourgeois.

Les militants de l'OCI, de l'AJS et de l'Alliance Ouvrière sont parfaitement confiants en ce que les solutions d'unité qu'ils proposent sont celles-là même qui répondent aux aspirations de tous.

Nous, militants de l'OCI, de l'AJS et de l'Alliance Ouvrière, souhaitons que les organisations ouvrières réalisent l'unité pour le gouvernement ouvrier. Nous souhaitons et nous luttons pour cette solution car c'est la solution la meilleure, celle qui permettrait d'assurer un développement organique de la lutte de classes du prolétariat contre la bourgeoisie et l'Etat bourgeois, pour le socialisme, aux moindres frais, avec le minimum de heurts et de violence. Les capitalistes ne sont qu'une infime minorité, le peuple travailleur aspirant au socialisme représente l'écrasante majorité.

Aux travailleurs, aux jeunes et aux militants, nous disons: Avec vous, dans le cadre du libre jeu de la démocratie ouvrière et du respect des opinions, il nous incombe d'aider à faire tout le possible pour assurer ce développement.

Mais nous disons également- Nous n'accepterons pas, comme vous ne devez pas l'accepter vous-mêmes, d'endosser une politique qui se borne à protester, à adopter des résolutions, à envoyer des lettres, à déclencher des grèves tournantes sans lendemain et des manifestations sans suite. Pour notre part, nous continuerons le combat en exposant notre programme, en donnant nos solutions, en expliquant combien le programme d'unité que nous proposons correspond aux intérêts et aux revendications des masses et de la jeunesse.

Nous disons aux travailleurs, aux jeunes et aux militants : Jugez par vous-mêmes ! La vie montre la justesse de ce que nous proposons. Rejoignez le combat des militants qui organisent le 2^e Congrès de l'AJS et la Conférence nationale pour le gouvernement ouvrier.